

Allianz Suisse est autorisée à demander d'autres renseignements, justificatifs et expertises qu'elle estime nécessaires à la vérification de son obligation de servir des prestations. Afin de constater le droit aux prestations, elle peut notamment exiger l'original ou une copie authentique du testament du preneur d'assurance, ainsi qu'un certificat d'héritier.

Tant qu'Allianz Suisse n'a pas reçu les documents requis ni statué sur la légitimité dudit droit, elle n'est pas tenue de verser de prestations.

Allianz Suisse sert les prestations dans la monnaie du contrat, exclusivement sur un compte bancaire ou postal en Suisse désigné par l'ayant droit.

10 Financement de l'assurance

L'assurance est financée dans la monnaie du contrat.

10.1 Financement au moyen d'une prime unique

La prime unique est exigible à la conclusion de ce dernier.

10.2 Financement au moyen de primes périodiques

Les primes périodiques doivent être payées annuellement, semestriellement, trimestriellement ou mensuellement.

La première prime est exigible à la conclusion du contrat. La date d'échéance et la périodicité des primes ultérieures figurent dans la police.

10.3 Évolution des primes dans la prévoyance liée (pilier 3a)

En ce qui concerne les primes périodiques dans la prévoyance liée, le preneur d'assurance a le choix entre deux variantes à la conclusion du contrat :

a) Prime indexée

La prime annuelle relative à la prévoyance liée est adaptée chaque année à l'éventuelle augmentation du montant maximal déductible fiscalement (indexation).

b) Prime constante

La prime reste inchangée pendant toute la durée contractuelle.

10.4 Montant des primes durant la première année civile dans la prévoyance liée (pilier 3a)

Pour l'année civile du début de l'assurance, le preneur d'assurance peut payer une prime à hauteur de la totalité d'une prime annuelle, dans la mesure où cela a été convenu lors de la conclusion du contrat.

10.5 Coordonnées de paiement

Tous les paiements doivent être effectués sur le compte indiqué par le siège principal d'Allianz Suisse.

11 Retard dans le paiement des primes

Si le preneur d'assurance ne donne pas suite, dans les délais prescrits, à l'invitation au paiement des primes, il reçoit une sommation écrite mentionnant les conséquences prévues en cas de retard de paiement. Les frais qui en résultent sont à sa charge.

Si le preneur d'assurance ne procède pas au versement dans un délai de quatorze jours après l'envoi de la sommation, et que l'assurance présente à cette date une valeur de conversion, la police est entièrement transformée en assurance sans paiement de primes et les prestations sont adaptées, conformément au chiffre 12.

Si l'assurance n'a pas de valeur de rachat, elle est annulée.

12 Transformation en assurance sans paiement de primes

Dans le cas d'une assurance vie financée par primes périodiques, le preneur d'assurance peut demander par écrit à être dispensé, totalement ou partiellement, de son obligation de payer des primes, et à ce que les prestations garanties soient adaptées en proportion.

Le calcul des prestations de l'assurance sans paiement de primes se fonde sur la valeur de rachat selon le chiffre 13 pour le financement d'une prime unique. Aucuns frais d'acquisition supplémentaires ne sont alors comptabilisés.

Si la valeur de conversion est inférieure au montant minimal valable au moment de la transformation en assurance sans paiement de primes, l'assurance est annulée moyennant le versement de la valeur de rachat, à moins que le preneur d'assurance n'en demande expressément la conversion en une assurance sans paiement de primes.

Toutes les éventuelles assurances complémentaires prennent fin lors de la conversion (transformation en assurance sans paiement de primes).

S'il y a prélèvement d'un droit de timbre, celui-ci est répercuté sur le preneur d'assurance.

13 Rachat de l'assurance

Le preneur d'assurance peut demander par écrit que son assurance soit annulée avant terme, totalement ou partiellement, et que la valeur de rachat lui soit payée.

Des dispositions divergentes conformes aux Conditions particulières "Prévoyance liée (pilier 3a)" restent réservées.

Si l'assurance est financée par primes périodiques, la valeur de rachat correspond à la réserve mathématique d'inventaire, déduction faite des frais non amortis, mais n'est toutefois pas supérieure à la somme de restitution actuelle. Les parts de primes non utilisées sont remboursées. Les frais d'acquisition non amortis peuvent atteindre, durant les deux premières années d'assurance, le montant de la réserve mathématique d'inventaire. Dès la troisième année d'assurance, la déduction des frais d'acquisition non amortis ne peut excéder 1/3 de la réserve mathématique d'inventaire. Après les cinq premières années d'assurance, les frais d'acquisition sont entièrement amortis.

Si l'assurance est financée par une prime unique, la valeur de rachat correspond à la réserve mathématique d'inventaire, diminuée d'une éventuelle déduction pour risque de taux, mais n'est toutefois pas supérieure à la somme de restitution actuelle.

Pour calculer la déduction pour risque de taux, le taux du marché des capitaux de la monnaie du contrat, valable au début de l'assurance pour la durée d'assurance contractuelle (taux A), est comparé à celui en vigueur au moment du rachat pour la durée d'assurance résiduelle (taux B).

Si le taux B en vigueur au moment du rachat est supérieur au taux A, il y a déduction pour risque de taux.

La réserve mathématique d'inventaire diminuée de l'éventuelle déduction pour risque de taux correspond à la réserve mathématique d'inventaire actuelle postcomptée au taux A et précomptée au taux B pour la durée d'assurance résiduelle.

Une déduction du risque de taux correspond au maximum à 20 % de la réserve mathématique d'inventaire.

Si une réserve subsiste après le rachat, celle-ci est constituée en assurance en cas de vie libérée du paiement des primes avec adaptation des prestations. Si la valeur de l'assurance devait être inférieure au montant minimal valable au moment du rachat, la transformation n'aura pas lieu et la valeur de rachat sera intégralement versée sans se limiter à la somme de restitution actuelle.

Les prêts sur police, intérêts et frais sont déduits du calcul de la valeur de rachat.

14 Remise en vigueur

Le preneur d'assurance peut demander qu'un contrat qui a été annulé ou libéré du paiement des primes soit remis en vigueur dans son intégralité par Allianz Suisse, pour autant que l'échéance de la première prime impayée ne remonte pas à plus d'un an.

Cette demande peut être rejetée par Allianz Suisse.

Si la demande n'est pas rejetée par Allianz Suisse, la remise en vigueur n'a lieu qu'une fois que toutes les primes impayées avant et après la libération du paiement des primes ont été réglées.

Si ce règlement a posteriori intervient plus d'un an après l'échéance de la première prime impayée, la demande de remise en vigueur est réputée rejetée.

15 La police en tant qu'instrument de crédit

15.1 Prêts sur police

Dès lors que l'assurance présente une valeur de rachat, le preneur d'assurance peut demander à Allianz Suisse de lui accorder un prêt à intérêts contre la mise en gage de son droit aux prestations découlant d'une assurance de prévoyance libre (pilier 3b). Le prêt doit être remboursé au plus tard à la fin du contrat, faute de quoi le montant du prêt, des intérêts et des frais est déduit de la prestation en cas de vie.

Allianz Suisse peut rejeter la demande de prêt à intérêts.

15.2 Cession et nantissement

Le preneur d'assurance est autorisé à céder à un tiers ou à mettre en gage son droit aux prestations découlant de l'assurance.

Pour être valables, la mise en gage et la cession requièrent la forme écrite et la remise de la police au tiers, ainsi qu'un avis écrit à Allianz Suisse.

Des dispositions divergentes conformes aux Conditions particulières "Prévoyance liée (pilier 3a)" restent réservées.